

Accords fiscaux—Loi

Apparemment, le ministre propose de copier non seulement les libéraux, mais également le président Reagan. Ce dernier est convaincu que les riches doivent s'enrichir et les pauvres s'appauvrir. C'est ce que l'on appelle la reaganisation. Le ministre propose de reorganiser la santé. Il propose la même chose pour l'éducation. Autrement dit, les provinces comme celles qui sont situées à l'est de l'Ontario et le Manitoba, qui n'ont pas de recettes fiscales suffisantes pour financer des services de santé et d'éducation satisfaisants, vont devoir réduire encore leurs services sur le plan de la santé et de l'éducation. Par comparaison les provinces comme l'Ontario, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique seront favorisées. En fait, elles s'enrichiront davantage. Avec le système que propose le ministre, les provinces riches deviendront relativement plus riches et les provinces pauvres, relativement plus pauvres.

De tous les groupements qui ont comparu devant le comité, le seul à donner son approbation a été la Chambre de Commerce. Nous savons qu'elle est établie principalement dans les villes des provinces riches. La Chambre de Commerce se réjouit de voir l'argent concentré dans des villes comme Toronto, Edmonton et Vancouver. Elle est très heureuse de voir l'argent concentré là parce que cela fait une plus grande réserve pour les investisseurs, pour les banques, pour les compagnies d'assurance et pour ceux qui s'arrangent pour faire de gros coups d'argent, qui dépensent des milliards de dollars pour les prises de contrôle entre sociétés. Elle est très heureuse que l'argent de l'est du Canada et du Manitoba soit siphonné parce que c'est elle qui en profitera. La Chambre de commerce aura accès à l'argent des riches qui aura été siphonné des provinces pauvres du Canada.

Cela marchera probablement pendant un petit temps. Cela marchera peut-être pendant le reste du mandat du gouvernement. Je doute que cela marche assez bien pour lui permettre de conserver le pouvoir après cela parce que c'est long. Un an, deux ans ou trois ans, c'est long pour ceux qui doivent se priver, pour ceux qui voient la qualité des services de santé et de l'enseignement se détériorer.

Les habitants des provinces de l'Est ne seront pas les seuls à être touchés. L'Université de Toronto connaît une forte détérioration et pas seulement au niveau de la faculté des arts, à laquelle le ministre des Finances n'accorde peut-être aucune importance. Il pense peut-être que cela n'a pas d'importance que l'on réduise le personnel des facultés qui enseignent les langues, l'histoire et ainsi de suite. Je me demande s'il est vraiment heureux à l'idée que l'on réduise le personnel dans le secteur de la physique, que l'on réduise les laboratoires ou qu'on les laisse vieillir sans les moderniser. Je me demande s'il est vraiment heureux que l'on fasse des coupes dans l'enseignement des mathématiques et de l'informatique, que l'on dispose d'un matériel restreint pour un nombre croissant d'étudiants, que l'on fasse se relayer les équipes jour et nuit. Les équipes n'ont pas assez de temps pour faire leurs études et les recherches comme il faut. Même la plus grande université du pays souffre de la pénurie de matériel, et de tout dans le budget. D'autres universités ont signalé qu'elles perdaient une partie de leurs meilleurs chercheurs qui émigrent aux États-Unis.

Nous savons ce qu'à fait le gouvernement dirigé par le même parti quand il a supprimé l'Avro Arrow il y a trois décennies, il n'a pas offert d'autres possibilités d'emploi aux travailleurs qualifiés de l'équipe produisant cet appareil. Le gouvernement n'a rien appris de l'expérience du précédent gouvernement conservateur, car il est en train de faire exactement la même chose.

● (1400)

Le gouvernement pourrait, en ne dépensant que 10 ou 11 p. 100 des nouvelles recettes, augmenter ce qu'il donne à l'enseignement postsecondaire et à la santé. Autrement dit, en dépensant le même pourcentage pour les nouvelles et les anciennes recettes, il pourrait maintenir l'enseignement postsecondaire et les services de santé du Canada au même niveau.

Le gouvernement se vante de la relance économique qu'il prétend avoir amenée. Si c'est vrai, il y aura plus de recettes l'an prochain, sans augmentation des taux d'imposition. Les recettes augmenteront parce que plus de gens travailleront et qu'il y aura plus de revenus, du moins c'est ce qu'il dit. Si le gouvernement croit ce qu'il dit, bien que je n'en sois pas persuadé, et s'il peut maintenir le niveau de financement des universités et des services de santé, cette année, en donnant 10 ou 11 p. 100 au lieu de s'en tenir au tiers de cela, l'an prochain il pourrait augmenter le montant pour les universités, qui pourraient ainsi rattraper le retard pris pendant des années de vaches maigres. Le gouvernement actuel blâme le précédent de cette situation, il devrait donc essayer de faire quelque chose pour y remédier. Il n'est pas trop tard pour retirer ou modifier ce projet de loi et pour empêcher la grave erreur que le gouvernement est en train de faire, qui risque de détruire notre enseignement et nos services de santé.

[Français]

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Monsieur le Président, je vous remercie de me permettre de dire quelques mots sur ce projet de loi, soit le projet C-96, et je dois dire que ce n'est pas la première fois que j'ai à parler sur ce projet de loi. Mais, semble-t-il que même si nous venons à la Chambre pour partager nos propos avec les députés du gouvernement, cela n'apporte que très peu de solutions parce que depuis le tout début on a poussé ce projet de loi—de la première lecture à la deuxième et à la troisième lecture—sans y apporter de changements majeurs, changements pourtant qui s'imposent parce que les Canadiens vont payer chèrement la note de ce projet de loi.

Il faudrait parler aussi, monsieur le Président, de quelle façon ce projet de loi est imposé aux Canadiens, et je dis bien «imposé». Il y a un an et demi, et peut-être un peu plus, on a entendu dire, avec beaucoup d'éclat, qu'il y avait une nouvelle ère de consultations qui allait régner sur le Canada. En fait tout serait fait dans la plus grande consultation et les gens des provinces seraient invités à contribuer à tout projet de loi qui pourrait les affecter. Nous étions portés à croire qu'avant 1984 tout avait été fait dans le désordre le plus complet et qu'il n'y avait jamais eu aucune consultation.